Parti Communiste Révolutionnaire de France
Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Droit à la retraite :

Contre la dictature du capital,

ÉLEVONS LE RAPPORT DE FORCE !

Après l'usage du 49-3, assorti de mesures antigrève et d'un regain de violences policières contre les manifestants, c'est sans surprise qu'est tombé, le 14 avril 2023, le résultat des décisions du Conseil constitutionnel, organisme institutionnel composé de parasites recasés et de gardiens des institutions bourgeoises : le recul du départ à la retraite à 64 ans, avec allongement de la période de cotisation pour un taux plein, est validé ; et le « Référendum d'Initiative Partagée » (RIP) est rejeté.

Des rassemblements spontanés, après ceux encore très nombreux de début avril, ont montré que la colère populaire est vive, face à cette accumulation d'attaques contre nos droits sociaux et démocratiques. Certains mouvements de grève redémarrent, comme ceux des éboueurs de Paris.

Jusque-là, majoritairement cantonné aux appels de l'intersyndicale à manifester, le mouvement de contestation a commencé, dès le mois de mars, à dépasser le cadre des marches syndicales pour donner lieu à des formes d'organisation et d'action différentes : les rassemblements spontanés se sont multipliés, les gilets jaunes sont revenus dans le combat, les sections syndicales les plus radicales poursuivent les appels à la grève et procèdent aux coupures (électricité, carburant, éboueurs, etc …), aux blocages des entreprises, des universités, des routes, qui sont de plus en plus nombreux ; beaucoup de rassemblements sont marqués par la convergence des mots d'ordre et des actions, unissant des travailleurs en lutte, des étudiants et lycéens et des retraités.

Macron et le gouvernement, complètement soumis à la feuille de route des monopoles pour faire passer cette réforme, y compris de force, ont donc franchi le pas du contournement de l'Assemblée pour marquer un **nouveau virage autoritaire dans leur politique de classe et d'offensive contre les travailleurs**.

Ce recours à un mécanisme antidémocratique prévu par la Constitution complètement réactionnaire de la V^{ème} République va dans le sens d'un **renforcement du présidentialisme et par conséquent de l'autoritarisme croissant de l'État bourgeois** accentuant la crise politique, économique et sociale.

L'évidence de ce processus est confirmée par la **nouvelle vague des violences policières contre les manifestants**, alors que les manifestations géantes des premières semaines de la mobilisation semblaient relativement épargnées par l'appareil répressif. Cela prouve que le prétendu barrage à l'extrême droite, lors des élections présidentielles, n'empêche pas l'État bourgeois de mener une politique répressive, en utilisant la violence à une plus grande échelle.

Cela prouve aussi que la Constitution de la V^{ème} République est taillée pour les besoins du capital.

[… / …]

pcrf-ic.fr unionjc.fr
Les Amis d'Oulianov - BP 40084
75 862 PARIS CEDEX 18

L'interview de Macron, le 22 mars 2023, n'a fait que confirmer le mépris et l'hypocrisie propres au président et à ses gouvernements successifs, ainsi que leur volonté de piétiner les revendications des travailleurs.

Derrière les éléments de langage dignes d'un oral de l'ENA, dont il a l'habitude, le président n'a pas dissimulé sa **volonté de continuer à ne pas tenir compte du mouvement de protestation**.

En se repliant sur les violences, il n'a pas hésité à comparer les manifestants (« la foule illégitime ») aux militants d'extrême droite ayant participé à l'assaut du Capitole aux États-Unis en soutien de Trump, ou aux activistes pro-Bolsonaro au Brésil, alors qu'il emploie lui-même des méthodes répressives à la limite de la légalité (BRAV-M, grenades de désencerclement, arrestations arbitraires, flashball, refus d'intervention des secours, etc.), comme à chaque fois que cela sert les intérêts du capital.

La conséquence directe de ce discours a été la mobilisation massive le jour d'après, avec près de 3,5 millions de manifestants dans toute la France, plus déterminés que jamais à affronter le pouvoir pour le retrait de cette réforme.



Les formes de lutte qui bloquent et qui durent sont décisives, comme **par exemple avec l'organisation du blocage des profits par grèves générales régionales tournantes,** ce qui permet de tenir dans la durée et de pas être en grève tous les jours, tout en freinant tout le pays puisque toutes les régions et activités économiques sont de nos jours très interconnectées. L'appel à des rassemblements nationaux qui permettent (en plus) l'occupation par encerclement ou autre, des **lieux de représentation de la démocratie bourgeoise**, comme l'Assemblée nationale, sont également de nature à élever le rapport de force.

Localement, il est possible qu'ici ou là les travailleurs et travailleuses soient obligés de s'auto-organiser et de se coordonner si les intersyndicales ralentissent ou empêchent les formes de lutte d'affrontements.

Une intersyndicale nationale qui parle encore aujourd'hui de "démocratie représentative", de "démocratie sociale", de partenariat social, de médiation, de syndicalisme rassemblé, ne tient pas un discours de nature à porter des coups décisifs. Il est encore temps de planifier et d'impulser une stratégie d'affrontement pour un rapport de force supérieur.

Contre la dictature des monopoles, contre Macron et son gouvernement, coordination et planification des luttes !

Comme nous le disions déjà en février 2023, **les mobilisations doivent tenir durablement, non seulement par leur caractère massif dans les rues de nos villes, mais aussi par la multiplicité des luttes capables de bloquer les profits des monopoles, ainsi que par le soutien populaire au mouvement.**

Nous appelons donc à une riposte d'ampleur augmentée contre ce passage en force, coordonnée sur tout le territoire, contre le projet de réforme des retraites voulue par le capital financier (fusion du capital bancaire et industriel).

Nous appelons à la réalisation d'une solide convergence des travailleurs, de la jeunesse et des retraités pour la défense du droit à la retraite, pour les salaires et contre la vie chère, pour les services publics, pour les droits démocratiques, pour la paix !

PCRF, avril-mai 2023

Qui sommes-nous ?
Le Parti Communiste Révolutionnaire de France

- fonde sa politique sur le marxisme-léninisme, et conduit le combat quotidien contre le capitalisme, en dénonçant la propriété privée des moyens de production et d'échange et le contenu de classe de l'État bourgeois.
- vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.

Je rejoins
le Parti Communiste Révolutionnaire de France

NOM : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

_____

Email : _____

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.